



**Inauguration par le Président Ndayishimiye de la Centrale Hydroélectrique de Jiji**

Dans cette Edition:

page



Inauguration par le Président Ndayishimiye de la Centrale Hydroélectrique de Jiji

1

Le Président Ndayishimiye et les parties prenantes dans le processus électoral dans une séance d'évaluation

2

Le Président Ndayishimiye a réceptionné les équipements de la Banque Africaine de Développement pour la promotion des métiers

3

Le Président Ndayishimiye a reçu en audience un nouveau Représentant du Programme Alimentaire Mondial

3

La société de valorisation de l'espace rural et de transformation, moteur de la culture des champignons à Murayi

4

ANAGESSA : focus sur la gestion stratégique du maïs, bilan et recommandations de l'Assemblée nationale

5

Visite d'adieu du Représentant Résident du PNUD au Burundi au Président du Sénat

6

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement célèbre la Semaine diplomatique, Edition 2025

7

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Évariste Ndayishimiye, accompagné par le Secrétaire Général du parti CNDD-FDD le Très Honorable Révérend Ndikuriyo, a procédé le mardi 24 juin 2025 à l'inauguration du projet hydroélectrique Jiji-Mulembwe.

La joie était au rendez-vous au centre de captage des eaux du barrage hydroélectrique de Jiji à Songa en province Bururi, où a eu lieu la première visite en prélude de l'inauguration, suscitant une fierté pour le Numéro Un Burundais, pour la population et les part-

naires au Développement venus nombreux.

Ce projet constitue une avancée majeure pour le Burundi, avec un apport supplémentaire de 32,5 MW d'électricité pour l'unique centrale de Jiji destiné à soutenir le développement socio-économique du pays et à améliorer l'accès à l'énergie pour tous.

"De 2020 à 2025, la production d'énergie a triplé, passant de 47,35MW à 166,29 MW" s'est réjoui le Président Ndayishimiye remerciant les partenaires dont la Banque Mondiale, la

Banque Africaine de Développement, l'Union Européenne et la Banque Européenne d'investissement qui accompagnent le Burundi dans l'atteinte des objectifs d'électrification préalables au développement.

“Nous encourageons la population à adhérer pleinement à la politique de villagisation et par conséquent libérer des espaces utiles pour l'agriculture et d'autres projets de développement, y compris les écoles des métiers et l'accès facile à l'eau potable et à l'électricité”, a-t-il dit après avoir félicité la Régie de Distribution d'Eau et d'Electricité pour les efforts remarquables consentis dans le développement du secteur énergétique.

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye en a profité pour réaffirmer la crédibilité du Burundi en matière de mobilisation du capital de démarrage, preuve de la volonté nationale de conduire à terme des projets d'envergure.

Les Partenaires au Développement, quant à eux, ont tous félicité le Chef de l'Etat burundais pour ce pas franchi, reconnaissant son implication personnel à booster l'accélération de ce projet. Ils ont réitéré leur engagement à accompagner le Burundi vers sa vision pays émergent en 2040 et développé en 2060. **(Présidence)**

### Le Président Ndayishimiye et les parties prenantes dans le processus électoral dans une séance d'évaluation



**L**e Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a rehaussé de sa présence, le mercredi 25 juin 2025 à l'hôtel Matergo de Gitega, les travaux d'évaluation à mi-parcours des élections législatives et communales du 05 juin 2025, réunissant la CENI, les partis politiques, les Indépendants et les autres parties prenantes.

Après une présentation détaillée par le Président de la Commission Électorale Nationale Indépendante, (CENI en sigle), Monsieur Prosper Ntahorwamiye, sur la préparation, le déroulement, le dépouillement, les parties prenantes se sont exprimées sur tout le processus électoral.

Le Numéro Un Burundais s'est réjoui de la séance d'évaluation des élections, qui a constitué une occasion

pour les partis politiques, la société civile et les anciens Chefs d'Etat Monsieur Sylvestre Ntibantunganya et Monsieur Domitien Ndayizeye, de converger vers un objectif commun de stabilité et de développement.

“Tous les critères ont été remplis pour les élections de juin 2025. La victoire du parti CNDD-FDD relève de sa conception des listes électorales dès la zone au niveau national”, a dit le Président Ndayishimiye.

Le Président Ndayishimiye et les deux anciens Chefs d'État burundais ont tour à tour appelé les acteurs politiques à privilégier l'intérêt national, à opérer un changement d'ordre psychologique et à incarner un véritable leadership, afin de relever les défis auxquels fait face la population.

Fort de son expérience, l'ancien président Ndayizeye a souligné que la population vote en fonction de ses préoccupations, et que la compétition électorale a été remportée par le parti CNDD-FDD. Il a exhorté ce dernier à remporter le combat pour la survie nationale en assurant le succès de la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. L'ancien Président Sylvestre Ntibantunganya a salué le leadership du Président Ndayishimiye avant d'appeler les dirigeants des partis politiques à s'unir pour soutenir sa stratégie de gouvernance. **(Présidence)**

## Le Président Ndayishimiye a réceptionné les équipements de la Banque Africaine de Développement pour la promotion des métiers



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye, en compagnie de la Première Dame et d'autres leaders du pays, a officiellement réceptionné le jeudi 26 juin 2025 des équipements remis par la Banque Africaine de Développement (BAD en sigle) destinés au Centre de Formation Polytechnique et de Reconversion Professionnelle de RUSI sis à Karusi (CEFORE-RUSI).

“Mon rêve vient de se concrétiser et c'est une fierté pour le Burundi qui vient de réussir avec succès le projet de Reconversion Professionnelle des jeunes diplômés”, a dit le Président Ndayishimiye après une visite guidée dans les enceintes du CEFORE-

RUSI, à l'issue de laquelle il a constaté que tout est prêt pour le lancement de la formation professionnelle au profit des Burundais.

Le Numéro Un Burundais a recommandé au Centre de Formation Polytechnique et de Reconversion Professionnelle de RUSI de devenir une véritable pépinière du développement du pays.

Le Président Ndayishimiye a également exhorté la jeunesse à être visionnaire, à acquérir des connaissances et développer leurs compétences pour créer de l'emploi et non pour en demander, tout en éveillant leur conscience patriotique, rappelant que l'éducation est la base du développement.

Il a remercié les leaders de la Banque Africaine de (BAD) avant que le Représentant de cette institution financière au Burundi n'exprime sa joie de concrétiser une fois de plus son soutien aux priorités du pays, félicitant le Chef de l'Etat, Ami des jeunes, qui ne ménagera aucun effort pour doter les jeunes de compétences en adéquation aux besoins du pays. **(Présidence)**

## Le Président Ndayishimiye a reçu en audience un nouveau Représentant du Programme Alimentaire Mondial



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience le vendredi 27 juin 2025 au Palais de Gitega, le nouveau Représentant du

Programme Alimentaire Mondial (PAM) en sigle, Monsieur Jean Noël Gentile.

Leurs échanges portaient principalement sur leurs domaines d'intervention comprenant la sécurité alimentaire, la protection sociale, les chaînes de valeur agricoles, les cantines scolaires.

Ils ont également discuté sur la nécessité de répondre à l'afflux des réfugiés congolais qui ont fui la guerre qui sévit à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Ils ont en outre discuté sur la Vision d'un Burundi Pays

Émergent en 2040 et Pays Développé en 2060.

Le Chef de l'Etat burundais a également reçu le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Monsieur Matthieu Ciowela qui venait présenter ses adieux au terme de son mandat. Il a été l'occasion de saluer le leadership du Président Burundais et souligner le bilan positif de la coopération entre le PNUD et Burundi.

L'autre personnalité venue adresser un message d'adieu à la fin de son mandat est l'ambassadeur du Kenya au Burundi Monsieur Daniel Wambura.

Il a exprimé sa gratitude au peuple burundais pour son accueil chaleureux et a apprécié la qualité des relations bilatérales, laquelle se concrétise par les accords de coopération bilatérale et régionale conclus durant son mandat. **(Présidence)**

## La société de valorisation de l'espace rural et de transformation, moteur de la culture des champignons à Murayi



**L**e mercredi 25 juin 2025, la Première Dame du Burundi S.E Angeline Ndayishimiye a effectué une visite importante dans la commune de Gihe-

ta, à Murayi, ainsi qu'à Mwaro, marquant ainsi son engagement envers le développement rural et l'éducation dans le pays. Accompagnée de l'Ambassadeur de la République populaire de Chine, Madame Zhao Jiangping, elle a visité la Société de Valorisation de l'Espace Rural et Transformation (SOVERT) ainsi que l'école fondamentale Socle du Savoir.

La Société de valorisation de l'espace rural et transformation, spécialisée dans la culture, la multiplication, la transformation et la commercialisation des champignons, joue un rôle clé dans la promotion de l'agriculture locale et la création d'emplois. Lors de cette visite, la Première Dame du Burundi a rencontré la coopérative Projet Murayi, qui bénéficie du soutien de la SOVERT pour la culture des champignons.

Le Représentant de la coopérative Monsieur Antoine Kimararungu a souligné que, grâce à l'appui de la société, ils produisent désormais plus de 300 kilogrammes de champignons par jour, qu'ils vendent à la société de valorisation de l'espace rural et transformation. Il a exprimé sa gratitude pour cette assistance, affirmant que cette initiative a permis d'améliorer considérablement les conditions de vie des membres, leur

permettant de subvenir aux besoins de leurs familles et de contribuer au développement local.

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une évaluation de la production de champignons au Burundi, visant à renforcer ces initiatives agricoles et à encourager la croissance des filières agricoles durables.

Après Murayi, la délégation s'est rendue à Mwaro pour visiter l'École fondamentale Socle du Savoir, située sur la colline Matongo fondée, par la Fondation Bonne Action Umugiraneza. Cette école bénéficie d'un soutien en bancs-pupitres offert par le Gouvernement chinois, Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et la fondation locale. La visite a permis de constater l'avancement des travaux de construction d'infrastructures destinées à accueillir des élèves en internat, une étape essentielle pour améliorer l'accès à l'éducation dans cette région reculée.

La Première Dame du Burundi et l'Ambassadeur de Chine ont échangé avec les responsables de l'école et les élèves, exprimant leur satisfaction quant aux progrès réalisés et leur engagement à poursuivre ces efforts pour garantir un avenir meilleur aux jeunes burundais.

Cette journée de visites témoigne de l'engagement du Gouvernement burundais et de ses partenaires internationaux, notamment la Chine, à soutenir les initiatives locales en faveur du développement agricole et de l'éducation. La Première Dame du Burundi a réaffirmé l'importance de renforcer ces secteurs clés pour assurer une croissance inclusive et durable pour le Burundi. **(RTNB)**

## ANAGESSA : focus sur la gestion stratégique du maïs, bilan et recommandations de l'Assemblée nationale



L'Assemblée Nationale a consacré une part importante de ses délibérations à la question cruciale de la gestion de la production et de la commercialisation du maïs, une ressource stratégique pour le Burundi. Lors de la séance plénière du 25 juin 2025, les Honorables Députés ont examiné l'état d'avancement des recommandations formulées le 27 février 2025 concernant la gestion de la récolte de maïs par l'Agence de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire (ANAGESSA). Les Ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, Monsieur Prosper Dodiko, et le Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, Madame Marie Chantal Nijimbere, avaient été conviés devant la plénière afin de se prononcer sur ce sujet.

Les délibérations de l'Assemblée nationale mettent en lumière l'importance cruciale d'une gestion stratégique du maïs pour la sécurité alimentaire et le développement économique du Burundi.

La question de la transformation du maïs a été abordée,



notamment en relation avec la production brassicole. Conscients de l'importance stratégique des exportations

pour l'économie nationale, les Honorables Députés ont néanmoins plaidé en faveur d'un équilibre entre les impératifs extérieurs et les besoins internes. Ils ont souligné la nécessité de réserver une part significative de la production à la consommation locale, d'autant plus que l'État investit dans la fabrication des produits de la brasseries et limonaderies du Burundi. Par ailleurs, des remarques ont été formulées concernant le goût jugé excessivement sucré de l'Amstel Bright, ainsi que son prix élevé, en dépit du fait que le maïs utilisé dans sa composition est issu de la production nationale.

Pour sa part, Madame Marie Chantal Nijimbere a expliqué la rareté de l'Amstel blonde par les opérations de maintenance actuellement en cours au sein de la Brarudi, comme précisé dans un communiqué diffusé à cet effet. Elle a également assuré que le réapprovisionnement du marché local était imminent. Quant au coût de l'Amstel Bright, elle a apporté des éléments de clarification, précisant que le maïs n'en constitue qu'environ 30 % de la matière première, le reste étant importé, ce qui justifie une partie des surcoûts.

S'agissant de la qualité du produit, le Président de l'Assemblée nationale a suggéré d'allonger la durée de fermentation et de réévaluer les procédés de distillation. Il a en outre évoqué la possibilité que la pénurie observée d'Amstel blonde soit liée à une volonté commerciale de positionner le produit comme une marque réservée.

Un point d'attention particulier a été aussi soulevé concernant la qualité et la gestion des semences. La plénière s'est inquiétée des pratiques frauduleuses consistant à commercialiser des graines de maïs hybride impropres à la germination sous l'apparence de semences certifiées après les avoir enrobées d'huile colorée.

En réponse à ces préoccupations, le Ministre Dodiko a annoncé la mise en place d'une liste de multiplicateurs de semences agréés, afin de garantir aux producteurs un approvisionnement fiable et de qualité.

L'exportation du maïs a également été au centre des dis-

cussions. Les députés ont souligné l'importance d'impliquer l'ANAGESSA dans le processus d'exportation afin de contrôler les flux et de garantir que les agriculteurs soient rémunérés de manière équitable pour leur production. De plus, la plénière a plaidé pour une planification rigoureuse et une consultation élargie lors de la fixation des prix du maïs, impliquant l'administration, les producteurs et les autres acteurs de la filière. L'objectif est d'éviter la spéculation et d'assurer une distribution équitable des bénéfices.

Afin d'améliorer la gestion des stocks de maïs, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage s'engage à mettre en œuvre les normes internationales, notamment par l'acquisition imminente de deux silos de grande capacité, qui seront

installés à Bujumbura et à Gitega.

La question du rattachement institutionnel de l'Agence de gestion des Stocks de sécurité alimentaire, au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ou du commerce, du transport, de l'industrie et du tourisme reste en suspens et sera tranchée par le Gouvernement en fonction de sa mission principale.

En ce qui concerne les stocks actuels de maïs, l'Agence de gestion des stocks de sécurité alimentaire a recensé environ 71 000 tonnes, dont une partie (20 000 tonnes) est impropre à la consommation humaine et sera destinée à l'alimentation animale. Une quantité plus limitée (500 kg) est totalement détériorée, tandis que 15 000 tonnes sont encore stockées et disponibles. **(Assemblée Nationale)**

### Visite d'adieu du Représentant Résident du PNUD au Burundi au Président du Sénat



**L**e Président du Sénat, Très Honorable Emmanuel Sinzohagera, a reçu en audience le Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Burundi, Monsieur Mathieu Ciowela, qui venait pour une visite d'adieu le mardi 24 juin 2025 au palais du Sénat à Gitega, la capitale politique du Burundi.

A l'issue de l'audience, Monsieur Ciowela a indiqué qu'il lui a présenté le résumé des réalisations de cette agence des Nations Unies durant son mandat, en accompagnement du Burundi dans sa démarche vers le développement. Il a fait savoir que, sur la base du plan national du développement, et de la

vision du Burundi : pays émergent en 2040 et développé en 2060, le Système des Nations Unies pour le développement a élaboré un cadre de coopération pour le développement avec le Burundi, qui a cinq priorités : le système alimentaire qui devrait être accessible; la gouvernance qui devrait promouvoir la croissance inclusive et durable; le système de protection sociale qui devrait être accessible des services de base: la santé, l'éducation et l'assainissement; l'environnement et le changement climatique; ainsi que la gestion des risques liés aux catastrophes.

Il a expliqué que le Programme des Nations Unies pour le Développement, en concertation avec les équipes du gouvernement et les différentes institutions, a focalisé son action sur trois directions: comment soutenir ce système alimentaire; tout ce qui touche à la gouvernance, la justice, l'état de droit, l'efficacité institutionnelle, au développement local ainsi qu'à tout ce qui concerne le pilotage de la gestion de l'économie, l'environnement, le changement climatique et la gestion des risques liés aux catastrophes. **(Sénat)**

## Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement célèbre la Semaine diplomatique, Edition 2025



Dans le cadre de promouvoir l'image de marque du Burundi, de faire connaître son identité culturelle ainsi que les efforts consentis par le Gouvernement pour améliorer le bien-être du peuple burundais, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a organisé, en date du 27 au 28 juin 2025, la Semaine diplomatique, Edition 2025, à l'endroit des Chefs des Missions diplomatiques et consulaires, les Représentants des Organisations internationales et régionales, sous le thème « Partenariat fructueux pour un Burundi émergent : la diplomatie économique, locomotive du développement durable et inclusif ».



Dans son allocution, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, Monsieur Ferdinand Bashikako, qui a

représenté le Ministre dans ces activités a signalé que depuis 2014, le Ministère organise chaque année une Semaine Diplomatique à laquelle tout le Corps Diplomatique et Consulaire ainsi que les Représentants des Organisations Internationales et régionales sont conviés. Cette activité est organisée dans le cadre du renforcement de la communication avec les différents partenaires au développement du Burundi et cette dernière offre aux participants un moment particulier d'échanger à bâtons rompus et dans une atmosphère décontractée sur des questions nationales, régionales et internationales d'intérêt commun.

L'édition 2025 de cette année s'inscrit dans la dynamique de la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD) adoptée en août 2023 qui vise une croissance économique soutenue, inclusive et durable pour tous les Burundais. Cette Stratégie est elle-même alignée sur le Plan National de Développement révisé ainsi que sur la vision nationale du « Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060, » plus précisément dans son cinquième pilier dédié au partenariat fructueux. Pour lui, la mise en œuvre de cette noble vision est déjà en marche, comme le témoigne la contribution de certains partenaires de développement.

Etant donné que l'évènement de cette année intervient dans un contexte marqué par des évolutions institutionnelles majeures, notamment le nouveau découpage administratif qui prévoit désormais 5 provinces et 42 communes contre 18 provinces et 118 communes auparavant, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a invité les partenaires au développement à adapter leurs programmes et redéfinir leurs zones d'intervention pour garantir une répartition géographique équitable des actions dans un souci d'inclusion et de justice sociale.

Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a terminé son allocution en précisant que 2025 a été déclarée une année de référence pour la mise en œuvre de la Vision « Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en

« Burundi Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 », tout en gardant à l'esprit que la semaine diplomatique se propose de mettre en lumière

la marche décisive du Burundi pour atteindre cette noble vision à travers les cinq piliers de la diplomatie économique. (MAECD)

## Clôture de la Semaine Diplomatique 2025 : Le Burundi réaffirme sa volonté d'un partenariat stratégique pour un développement durable et inclusif



La 10<sup>ème</sup> édition de la Semaine Diplomatique du Burundi s'est officiellement achevée ce samedi 28 juin 2025 à Bugarama, marquant un moment fort de dialogue stratégique entre le Gouvernement burundais et ses partenaires bilatéraux, multilatéraux, régionaux et internationaux. L'événement, organisé sous le thème « Partenariat fructueux pour un Burundi émergent: la diplomatie économique, locomotive du développement durable et inclusif », a rassemblé pendant deux jours des acteurs de tous horizons.

Dans son discours de clôture, le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement Monsieur Ferdinand BASHIKAKO a souligné l'importance des échanges tenus tout au long des deux jours. Il a salué l'engagement constant des partenaires dans la mise en œuvre de projets alignés sur la Vision nationale "Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060". L'orateur a rappelé que la réussite de cette vision repose sur une coordination efficace des ac-

tions de coopération, rendue possible par l'adoption en août 2023 de la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD). Cette stratégie est désormais appuyée par un Comité Conjoint de Concertation (CCC), dont les activités ont été lancées officiellement en février 2025.

Les visites guidées organisées dans le cadre de la semaine ont permis de constater les efforts déjà en cours dans plusieurs secteurs clés. À B.R.A Manufacturing SUR, entreprise spécialisée dans la fabrication de produits plastiques (réservoirs d'eau, chaises, arrosoirs, etc.), les participants ont vu comment l'industrie locale contribue au quotidien des Burundais tout en générant des emplois durables. Par ailleurs, la découverte de l'Institut International de Recherche sur le Riz (IRRI) a mis en lumière les efforts de recherche et d'innovation agricole menés en collaboration avec des institutions telles que la Banque mondiale, la BAD ou encore la JICA. L'objectif : développer des variétés de riz à haut rendement et résistantes aux changements climatiques. Un projet vital pour renforcer la sécurité alimentaire et les revenus des ménages burundais. "Chaque bouche aura à manger, et chaque poche aura de l'argent", a rappelé le Secrétaire Permanent, en référence à l'impact concret attendu de telles initiatives.



Au-delà des projets économiques, le Burundi a aussi présenté ses atouts naturels et touristiques comme des leviers majeurs pour son développement. Le Lac Tanganyika, les paysages verdoyants, l'air pur des collines de Bugarama : autant de richesses naturelles qui méritent d'être valorisées dans une approche intégrée de diplomatie économique. Le Secrétaire Permanent a encouragé les diplomates récemment accrédités à explorer davantage le territoire burundais, afin de mieux apprécier le potentiel touristique et écologique du pays.

Dans un esprit de reconnaissance, le représentant du



Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement a exprimé ses remerciements à l'ensemble des participants, notamment les Ambassadeurs, Représentants d'organisations régionales et internationales, acteurs du secteur privé, journalistes, forces de sécurité, et tous ceux ayant contribué au succès de cette édition. Un hommage particulier a été rendu aux équipes de B.R.A Manufacturing SUR, de l'IRRI, ainsi qu'aux autorités locales pour leur accueil chaleureux et leur coopération. En conclusion, les participants ont été invités à prendre part aux festivités marquant le 64<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Burundi, prévues le 1<sup>er</sup> juillet 2025 au Stade Intwari. « *C'est sur ces mots que je déclare clos les travaux de la Semaine Diplomatique, édition 2025. Je vous remercie.* »

La Semaine Diplomatique 2025 aura donc été une plateforme stratégique essentielle pour redéfinir les contours d'une coopération plus efficace, équitable et tournée vers l'avenir. Le Burundi, plus que jamais, réaffirme sa volonté d'avancer avec ses partenaires, dans un esprit de confiance, de transparence et de bénéfice partagé. **(MAECD)**

## Burundi : Bilan et perspectives après une évaluation stratégique des projets financés par la Banque mondiale

**L**e lundi 23 juin 2025, la Mairie de Bujumbura a été le théâtre d'une étape cruciale dans la gestion du développement national. Le Gouvernement burundais, via le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique, a organisé une évaluation approfondie des projets financés par la Banque mondiale. Cette revue du portefeuille, menée en partenariat avec les Ministères bénéficiaires, vise à renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des initiatives soutenues par cette institution financière internationale.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique Monsieur Nestor Ntahontuye, a souligné que cette évaluation a permis de dresser un bilan précis de chaque projet. Il en ressort que le taux de décaissement global s'établit à 83 % pour l'année en cours, un chiffre satisfaisant, mais qui laisse place à des améliorations. Certains projets sont à un stade avancé, témoignant d'une bonne exécution, tandis que d'autres rencontrent encore des retards significatifs, tant sur le plan financier que dans leur avancement opérationnel.



Face à ces écarts, le Gouvernement burundais s'est engagé à mettre en œuvre une feuille de route corrective. Celle-ci a intégré des recommandations spécifiques visant à remédier aux retards observés et à optimiser la gestion des projets dès le début de la nouvelle année budgétaire, prévue pour juillet. L'objectif de cette évaluation était d'améliorer la performance globale des initiatives financées, en surmontant les obstacles identifiés lors de cette revue.

L'un des points noirs soulevés par le Ministre Ntahontuye concerne la mobilité incontrôlée des experts techniques entre différents projets. Selon lui, cette pratique fragilise la continuité des interventions et nuit à la stabilité des équipes. Pour illustrer son propos, il a déclaré avec fermeté : « Il n'est pas normal qu'un expert quitte un projet en cours pour en rejoindre un autre, laissant le premier sans res-

sources. Cela revient à déshabiller Saint Paul pour habiller Saint Pierre. »

En réponse, le Gouvernement a envisagé de renforcer la régulation de ces mouvements de personnel et de garantir une stabilité accrue des équipes techniques. Cette évaluation a marqué une étape importante dans la réforme de la gestion des financements extérieurs.

Le Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique a promis un suivi rigoureux des mesures adoptées, dans le but de maximiser l'impact des projets sur le développement du Burundi. La volonté affichée est de favoriser une gestion plus rigoureuse, axée sur la performance et la concrétisation des résultats pour la population burundaise.

En résumé, cette rencontre à Bujumbura témoigne de la détermination du gouvernement burundais à améliorer la gouvernance de ses projets de développement. En identifiant les failles et en proposant des mesures concrètes, il a aspiré à garantir un meilleur usage des ressources financières et à assurer des retombées tangibles pour ses citoyens. Cette étape marque une avancée significative vers une gestion plus transparente, efficace et orientée vers le développement durable du Burundi. (RTNB)

### Murwi : lancement officiel d'une campagne de vaccination du bétail contre la fièvre charbonneuse et la dermatose nodulaire

**L**e lundi 23 juin 2025, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage a officiellement lancé une campagne nationale de vaccination contre deux maladies majeures du bétail : la fièvre aphteuse et la dermatose nodulaire contagieuse. L'objectif de cette campagne était de prévenir la propagation de ces qui constituent une menace sérieuse pour la santé animale, mais aussi pour l'économie des éleveurs burundais.

L'événement s'est tenu à Murwi, dans la province de Cibitoke, en présence de nombreux acteurs du secteur agricole, de vétérinaires, et de représentants locaux. Lors de cette inauguration, le Directeur Gé-

néral chargé des programmes au sein du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage Monsieur Emmanuel Niyungeko a souligné l'importance de l'élevage dans le développement socio-économique du Burundi. « Comme vous le savez, l'élevage joue un rôle majeur dans notre société et notre économie. Il contribue au développement des éleveurs et permet aussi de nourrir la population grâce au lait et à la viande », a-t-il déclaré.

Il a également rappelé l'interdépendance entre l'agriculture et l'élevage, insistant sur le fait que « les déjections animales servent de fumure organique pour fertiliser nos champs, ce qui augmente la productivité agri-



cole ». Pour lui, le bétail a une valeur stratégique tant sur le plan sanitaire qu'économique.

Dans cette optique, le Gouvernement burundais a mis en œuvre plusieurs initiatives pour moderniser et renforcer le secteur de l'élevage, notamment : la construction de centres naisseurs pour améliorer la qualité des races bovines, porcines, avicoles et cunicoles ; la promotion de l'insémination artificielle pour favoriser la reproduction de veaux de meilleure qualité ; la distribution d'animaux améliorés aux familles vulnérables via des programmes comme le Projet Régional de Développements Agricole Intégré dans les Grands Lacs (PRDAIGL) ; le soutien ciblé à l'élevage cunicole, avec pour objectif que chaque ménage possède au moins cinq lapins, afin de renforcer la sécurité alimentaire et les revenus familiaux.

Malgré ces efforts, plusieurs défis persistent. La dermatose nodulaire contagieuse et la fièvre aphteuse continuent de sévir dans plusieurs provinces, causant des pertes importantes aux éleveurs. À l'échelle nationale, plus de 520 vaches ont été infectées par la dermatose nodulaire, et 480 par la fièvre aphteuse, entraînant une

baisse de la production laitière, une dévalorisation du bétail, et des pertes financières considérables.

La campagne de vaccination, qui s'est déroulée du 23 au 27 juin 2025, vise à vacciner 68 000 vaches contre la fièvre aphteuse et 9 000 contre la dermatose nodulaire contagieuse. Les provinces les plus touchées (Bujumbura, Bururi, Gitega, Cibitoke et Muramvya) bénéficieront d'une attention particulière. À Cibitoke, environ 13 000 vaches seront vaccinées dans le cadre de cette opération.

Pour assurer la réussite de cette campagne, 202 vétérinaires seront mobilisés pour intervenir directement dans les zones rurales et auprès des éleveurs. Par ailleurs, une contribution symbolique est instaurée: 1 000 FBu par vache vaccinée contre la dermatose nodulaire et 2 000 FBu contre la fièvre charbonneuse. Ces fonds seront reversés dans le trésor public pour soutenir d'autres programmes de développement de l'élevage.

Des campagnes similaires sont déjà programmées dans d'autres provinces, avec l'objectif de vacciner plus de 290.000 vaches contre la dermatose nodulaire et 220.000 contre la fièvre charbonneuse d'ici la fin de l'année prochaine. Une nouvelle stratégie de vaccination progressive, adaptée à chaque province et commune, est également en cours d'élaboration pour maximiser la couverture vaccinale à l'échelle nationale.

Cette initiative s'inscrit dans la volonté du Gouvernement burundais de renforcer la résilience du secteur agricole et d'assurer une meilleure santé animale, gage de sécurité alimentaire et de développement durable pour le pays. (RTNB)

## Burundi : Vers une agriculture moderne et structurée

**L**e mercredi 25 juin 2025, le Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, en collaboration avec la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a organisé à la Mairie de Bujumbura un atelier national pour la validation du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA) 2025-2029.

Fruit d'un processus consultatif incluant de nombreux partenaires et acteurs du secteur, ce plan marque une étape décisive dans la transformation de l'agriculture burundaise, longtemps dominée par la subsistance, vers une production orientée marché. Selon le Secrétaire Permanent chargé de l'Environnement, qui a représenté le Ministre à l'ouverture de l'atelier Monsieur Ir Emmanuel Ndorimana, le plan national d'investissement agricole



constitue un cadre de coordination des investissements agricoles.

L'objectif global de cet atelier était d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de promouvoir une croissance inclusive et durable, de moderniser le secteur agricole, de l'élevage et de la pêche, tout en préservant l'environnement.

Ce plan s'inscrit également dans une perspective stratégique plus large: la mise en œuvre de la Stratégie Agricole Nationale (SAN), du Plan National de Développement (PND 2018-2027 révisé), et de la Vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. Le Plan National d'Investissement Agricole 2025-2029 repose sur cinq objectifs spécifiques majeurs: l'accroissement et la diversification de la production agricole et animale, la modernisation du secteur agricole et de la propriété foncière ; la valorisation de la production et l'amélioration de l'accès aux marchés, le renforcement institutionnel des acteurs du secteur protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles.

Pour le chargé de la planification au Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage Monsieur Emmanuel Niyungeko, le Plan National d'Investissement Agricole n'est pas seulement un plan d'action. Il représente un véritable instrument de suivi et d'évaluation, permettant de mesurer les

performances, les impacts sur les communautés rurales, et de piloter les projets alignés sur la stratégie nationale. Plusieurs sous-composantes stratégiques seront mises en œuvre pour atteindre les objectifs du PNIA: la disponibilité de semences de qualité ; un meilleur accès aux intrants agricoles ; l'amélioration de l'irrigation ; la promotion de pratiques agricoles adaptées au climat et à l'écologie du Burundi.

Une des innovations majeures du plan est la création de centres de rayonnement agricole, appelés agro-pôles. Ces plateformes regrouperont différentes activités agricoles et joueront un rôle structurant dans la chaîne de valeur, en favorisant l'innovation et la mécanisation. «L'innovation et la mécanisation sont au cœur de cette stratégie. C'est une rupture avec l'agriculture de subsistance que nous avons longtemps connue», a souligné Monsieur Niyungeko.

Le succès de cette transformation repose aussi sur la formation et le renforcement des capacités humaines. Le Ministère a identifié des besoins prioritaires en recherche agronomique, techniques, pastorales et pratiques environnementales. « L'indépendance intellectuelle est aussi importante que l'indépendance alimentaire », a rappelé Emmanuel Niyungeko. Le document PNIA a proposé une planification sectorielle sur cinq ans, avec l'identification progressive des filières prioritaires. Cette approche permettra de concentrer les efforts là où les besoins sont les plus pressants, en évitant les déséquilibres entre filières.

Tous les acteurs seront impliqués: agriculteurs, ressources humaines qualifiées, partenaires techniques et financiers. L'accent est mis sur la mise en commun des terres, l'accès facilité aux intrants et la planification conjointe des actions pour plus d'efficacité. (RTNB)

### Burundi : vers une riposte multisectorielle pour éliminer le choléra

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), par le biais du centre d'opérations d'urgence de santé publique (COUSP) a organisé le mardi 24 juin 2025, un atelier crucial à Bujumbura. L'objectif de

cet atelier était de valider les zones prioritaires d'intervention multisectorielle dans la lutte contre le Choléra. Une action menée en collaboration avec les partenaires techniques et financiers du secteur.



Dans son discours d'ouverture, le Représentant du Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida Docteur Oscar Ntihabose, a souligné l'importance de cette cartographie qui servira désormais de boussole stratégique. « Si nous éliminons le choléra dans les zones où la transmission est persistante, nous pouvons éradiquer cette épidémie », a-t-il déclaré.

Des défis persistants freinent la riposte malgré les efforts, plusieurs défis entravent la réponse à l'épidémie. Le Docteur Oscar Ntihabose a cité notamment la faible implication intersectorielle, le manque d'eau potable,

l'insuffisance de latrines adéquates, l'afflux des réfugiés congolais, et la mauvaise utilisation des infrastructures sanitaires. A cela s'ajoute le faible financement du plan national de riposte. La Directrice du Centre d'opérations d'urgence de santé publique, Docteur Liliane Nkengurutse a rappelé que l'épidémie de choléra persiste depuis 2023, avec plus de 1 500 cas confirmés et 9 décès enregistrés à ce jour. Une enquête nationale a permis d'identifier les zones les plus touchées : Kinama, Buterere, Isare, Gatumba, Kabezi, Bugarama, Nyanza-Lac et Gihofi. Dr Nkengurutse a insisté sur la nécessité d'une approche globale. « La lutte contre le choléra ne peut pas être portée uniquement par le Ministère de la Santé de la Publique et de la Lutte contre le Sida. Elle a exigé la mobilisation d'autres ministères, des partenaires techniques et de la communauté », a-t-elle martelé.

Elle a rappelé à la population que le choléra est une maladie liée à l'hygiène précaire donc il appelle à tous les burundais à se laver régulièrement les mains, à améliorer l'hygiène domestique à utiliser des latrines adéquates à protéger les aliments des mouches et des vecteurs. (RTNB)

### Tenue d'une session des comités conjoints des commissions des secteurs de transports, de communication, des technologies de l'information et de l'énergie



**S**ous la houlette du Gouvernement du Burundi et en collaboration avec le Secrétariat du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), il s'est tenu à Bujumbura, du 26 au 27 juin 2025, une session de comités conjoints des commissions des secteurs de transports, des communications, des technologies de l'information et de l'énergie.

Le Secrétaire Permanent du Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme Madame Christine Niragira a, dans son allocution, indiqué que cette session constitue une phase préparatoire essentielle de la quatorzième réunion des Ministres chargés de ces secteurs indispensables qui s'est tenu le 27 juin 2025 à Bujumbura. C'était une occasion d'échanger sur l'avenir du développement des infrastructures essentielles pour la région. Elle a fait savoir que parmi les programmes d'infrastructures, actuellement soumis à cette session, figurent : le développement des infrastructures des secteurs privés, l'harmonisation des politiques et des réglementations, la facilitation du commerce qui sont des concepts qui attirent des investisseurs. Elle a ajouté que cette session revêt une importance particulière, car la région Afrique est confrontée à des défis persistants et omniprésents qui entravent le progrès collectif.

Ces défis sont liés à l'insuffisance des infrastructures de

transports et de communication, des déficits énergétiques qui freinent la croissance industrielle et le bien-être des ménages ainsi que l'exclusion de la population au numérique, a-t-elle déploré.

D'après Niragira, la collaboration entre le Gouvernement, les institutions régionales et les partenaires au développement est essentielle dans le cadre de la résolution pacifique des conflits, d'une part.

D'autre part, pour assurer un avenir juste et inclusif résilient aux changements climatiques dans la région qui y concerne actuellement, elle a passé en revue de la vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060, d'où la République du Burundi a entrepris des initiatives dans le secteur des infrastructures, afin de relever les défis spécifiques à ce secteur.

Ces initiatives se rapportent au secteur de transport dont un projet en cours qui vise la construction des chemins de fer jouissant à connecter le port de Dar es Salam à la République du Burundi vers la Tanzanie et la République Démocratique du Congo, a-t-elle signalé, tout en relevant le projet multinational Burundi-Zambie via le transport sur le lac Tanganyika. Elle a fait remarquer que d'autres projets sont en cours à savoir : la modernisation du port de Bujumbura, la réhabilitation, l'extension et la modernisation de l'aéroport international Melchior Ndadaye, pour améliorer la connectivité à d'autres pays. En ce qui concerne le secteur de l'énergie, elle a cité, le projet de construction de deux centrales hydro-électriques sur les rivières Jiji et Mulembwe qui va fournir 49,5 MW.

Le projet Mpanda hydro power, une construction de

la centrale hydro-électrique sur la rivière Mpanda avec la puissance de 10,2 MW.

Le projet Ruzizi III, aménagement d'une centrale hydro électrique régionale sur la rivière Ruzizi avec 206 MW, sont d'autres projets qu'elle a mentionnés. Certains des projets vont concerner la réhabilitation des réseaux existants comme l'a signalé Madame Christine Niragira. Il s'agit, à ce propos du projet de réhabilitation des réseaux moyennes et de basses tensions et d'extension des réseaux de distributions à travers tout le pays ; du projet de construction d'une ligne de 220 KW reliant la République Démocratique du Congo et le poste de Rubirizi, et celui d'une ligne de 120 KW reliant le poste de Makamba, Kigoma en Tanzanie et Zège, Ngozi au Burundi.

Dans le même secteur de l'énergie, il est à noter le projet soleil Nyakiriza financé par la banque mondiale, pour l'électrification de 400 écoles, 400 centres de santé ainsi que le démarrage du marché des équipements solaires à travers tout le pays.

Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, le Secrétaire Permanent Madame Christine Niragira a fait savoir que la disponibilité des réseaux internet par satellite Starlink est cruciale, pour la promotion des réseaux de communication (tels que les réseaux mobiles ou câblés et sans fil) et l'offre de services universels des technologies de l'information et de la communication. Elle a signalé que les recommandations qui seront formulées lors de cette session de deux jours vont contribuer à tracer une voie claire, réalisable et durable pour la mise en œuvre des activités des années à venir et à concrétiser la vision du Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060. (ABP)

### L'Examen d'Etat édition 2025, prévu du 8 au 11 juillet

**L**e Ministère de l'Éducation Nationale et de la Recherche scientifique a tenu un point de presse, le mercredi 25 juin 2025 à Bujumbura pour faire le point sur les préparatifs de l'examen d'état, édition 2025. Cet examen se déroulera

du 8 au 11 juillet 2025, selon une annonce diffusée par la Direction du Bureau des évaluations. Le dit Ministère se dit globalement satisfait de l'avancement des préparatifs de cet examen d'Etat. Il a également lancé un appel aux enseignants pour qu'ils intensifient l'ac-



compagnement des élèves pendant ces derniers jours.

Le directeur du Bureau des évaluations Monsieur Adrien Sabushimike a confirmé que toutes les dispositions ont été prises, y compris la mobilisation des fonds nécessaires à la conception des épreuves et à la tenue

de l'examen. Il a précisé que la conception des épreuves est prévue le 27 juin 2025. Monsieur Adrien Sabushimike a saisi cette occasion pour s'adresser spécifiquement aux directeurs d'écoles et aux enseignants, soulignant l'importance de bien préparer les élèves en cette période cruciale. Il a insisté sur la nécessité de réviser l'intégralité du programme annuel, de s'assurer que les exercices proposés sont en adéquation avec la matière couverte, et d'explorer également des exercices provenant d'autres établissements pour enrichir les connaissances des candidats. Il a exhorté les élèves candidats à cet examen, après leur avoir annoncé l'obtention de leurs diplômes et certificats d'humanités générales, à réviser assidûment les matières étudiées en classe.

Par ailleurs, il leur a recommandé de ne pas se laisser distraire pour optimiser leurs chances de réussite à cet examen d'Etat, qui mène aux études universitaires. **(ABP)**

## Les mutuelles de santé au Burundi, un levier de protection sociale et de développement inclusif



**L**e Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, en collaboration avec la Confédération Nationale des Mutuelles de Santé (CONAMUS), a organisé le mercredi 25 juin 2025, une réunion d'échange à l'endroit des responsables des médias, sur la sensibilisation à l'importance des mutuelles de santé dans la protection sociale. Une initiative stratégique visant à mobiliser les médias comme partenaires dans la promotion d'un accès équitable aux soins pour tous.

Dans sa présentation, la Directrice de la Confédération Nationales des Mutuelles de Santé (CONAMUS), Madame Béatrice Niyonzima, a mis en évidence les nombreux avantages que les mutuelles de santé apportent à la société burundaise. Elles permettent la réduction des paiements directs et des dépenses de santé imprévues, un accès facilité aux soins, encouragent les ménages à consulter sans attendre, renforcent la solidarité communautaire et la cohésion sociale.

D'autre part, elles contribuent à l'extension de la couverture sanitaire universelle grâce à des cotisations adaptées à la population à faible revenu, à l'utilisation efficiente des cotisations, dont plus de 79% servent au règlement des factures des prestataires de soins. Malgré ces acquis, Madame Béatrice Niyonzima a cité certains des défis majeurs qui freinent l'adhésion massive aux mutuelles de santé. Parmi eux, la faible culture de prévoyance au sein de la population, une régulation encore limitée des coûts des actes médicaux et des médicaments, ainsi que l'absence d'une législation rendant obligatoire l'adhésion à l'assurance maladie.

Le Président du réseau des journalistes mutualistes du Burundi Monsieur Eraste Manishaka a, pour sa part, souligné la mission de son organisation, qui vise à promouvoir la mutualité et la protection sociale à travers une communication stratégique et innovante.

Le Directeur a.i du contrôle et suivi-évaluation au

Secrétariat Exécutif Permanent de la Commission Nationale de Protection Sociale (SEP/CNPS) Monsieur Benoît Butoyi a rappelé que la protection sociale via les mutuelles de santé est un pilier du système de santé. Selon lui, les mutuelles sont des acteurs stratégiques pour renforcer la solidarité nationale et assurer une sécurité sanitaire durable. (ABP)

## Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

### Département de la Communication

[www.mae.gov.bi](http://www.mae.gov.bi)

Twitter: @MAEBurundi